



TERÉGA SAS

Comptes consolidés IFRS
Situation au 30 juin 2020

Table des matières

1	Etat du résultat global consolidé.....	3
2	Etat de situation financière consolidée	4
3	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	4
4	Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	6
5	Notes annexes aux états financiers consolidés.....	7
5.1	Entité présentant les états financiers	7
	Historique de la constitution du Groupe TERÉGA et contexte de l'élaboration des comptes consolidés de TERÉGA SAS.....	7
5.2	7
5.3	Référentiel comptable.....	7
5.3.1	Déclaration de conformité.....	7
5.3.2	Normes, interprétations et amendements appliqués.....	7
5.3.3	Estimations et jugements.....	9
5.4	Méthodes de consolidation	10
5.4.1	Filiales	10
5.4.2	Participations contrôlées exclusivement : intégration globale.....	10
5.4.3	Participations contrôlées partiellement : mise en équivalence.....	10
5.4.4	Transactions éliminées dans les états financiers consolidés	10
5.5	Méthodes, principes comptables et règles d'évaluation	11
5.5.1	Méthodes et principes comptables retenus à la constitution du groupe.....	11
5.5.2	Méthodes comptables et règles d'évaluation	12
5.5.3	Immobilisations incorporelles.....	14
5.5.4	Immobilisations corporelles.....	15
5.5.5	Stocks.....	16
5.5.6	Avantages du personnel.....	16
5.5.7	Provisions.....	17
5.5.8	Chiffre d'affaires	17
5.5.9	Contrats de location.....	18
5.5.10	Produits et charges financiers	18
5.5.11	Impôts.....	18
5.5.12	Monnaie étrangère.....	19
5.6	Faits caractéristiques des périodes présentées	20
5.7	Informations relatives au périmètre	21
5.8	Informations relatives à la comparabilité des comptes	21
5.8.1	Changement de présentation	21
5.8.2	Changement de méthode comptable	21
5.8.3	Changement d'estimation comptable	21
5.9	Notes sur l'état de la situation financière consolidée.....	22
5.9.1	Monnaie fonctionnelle et de présentation	22
5.9.2	Immobilisations incorporelles et écart d'acquisition	22
5.9.3	Immobilisations corporelles.....	23
5.9.4	Stocks.....	24
5.9.5	Créances clients et autres débiteurs.....	24
5.9.6	Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés	24
5.9.7	Trésorerie et équivalents de trésorerie	25

5.9.8	Capital et réserves.....	26
5.9.9	Provisions.....	26
5.9.10	Dettes financières.....	26
5.9.11	Dettes fournisseurs et autres créditeurs.....	29
5.9.12	Autres passifs courants.....	30
5.9.13	Autres actifs courants.....	30
5.10	Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé.....	31
5.10.1	Produits.....	31
5.10.2	Autres produits.....	31
5.10.3	Achats et charges.....	32
5.10.4	Produits financiers et charges financières.....	33
5.10.5	Impôts.....	33
5.10.6	Avantages du personnel.....	34
5.11	Parties liées.....	36
5.12	Engagements hors bilan.....	36
5.12.1	Engagements donnés.....	36
5.12.2	Engagements reçus.....	36

1 Etat du résultat global consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	30-juin-20	30-juin-19
Chiffre d'affaires	5.10.1	231 751	249 959
Autres produits	5.10.2	144	693
Achats consommés	5.10.3	(19 688)	(32 245)
Charges de personnel	5.10.3	(32 672)	(31 595)
Charges externes	5.10.3	(18 550)	(20 286)
Impôts et taxes		(12 139)	(10 853)
Dotations aux amortissements et aux provisions	5.9.2 - 5.9.3	(54 010)	(51 170)
Autres produits et charges opérationnels courants		(2 600)	(1 525)
Résultat opérationnel courant		92 236	102 977
Autres produits et charges opérationnels non courants	5.6	(244)	44
Résultat opérationnel		91 992	103 021
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		91 992	103 021
Coût de l'endettement financier net	5.10.4	(19 691)	(18 414)
Autres produits et charges financiers	5.10.4	-	(0)
Résultat avant impôt		72 302	84 607
Impôt sur le résultat	5.10.5	(30 532)	(35 835)
Résultat net de la période		41 769	48 772
Résultat de la période attribuable aux :			
- propriétaires de la société		41 769	48 772
- participation ne donnant pas le contrôle		-	-
Résultat par action		0,85	1,00
Résultat dilué par action		0,85	1,00

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	30-juin-20	30-juin-19
Résultat net		41 769	48 772
Autres éléments du résultat global :			
Pertes et gains actuariels		-	71
Impact des impôts différés	5.9.6.1	-	(18)
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		-	53
Total des autres éléments du résultat global		-	53
Résultat global total		41 769	48 825
Attribuable aux propriétaires de la société		41 769	48 825
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-

2 Etat de situation financière consolidée

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	30/06/2020	31/12/2019
Actifs			
Ecart d'acquisition	5.9.2	420 756	420 756
Autres immobilisations incorporelles	5.9.2	90 883	93 730
Immobilisations corporelles	5.9.3	2 397 015	2 415 399
Participations dans les entreprises mises en équivalence		509	-
Autres actifs financiers non courants		379	379
Autres actifs non courants		3 149	0
Actifs d'impôt différé	5.9.6.1	23	23
Actifs non courants		2 912 713	2 930 286
Stocks	5.9.4	26 756	25 223
Autres actifs financiers courants		119	119
Créances clients	5.9.5	43 441	60 099
Créances d'impôt exigible courantes		1 284	5 291
Autres actifs courants		20 009	2 914
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.9.7	422 262	38 462
Actifs courants		513 871	132 108
Total de l'actif		3 426 584	3 062 395
Capitaux propres et passifs			
Capital	5.9.8	489 474	489 474
Primes d'émission	5.9.8	71 053	71 053
Réserves	5.9.8	(59 870)	(118 543)
Obligations Remboursables en Actions	5.9.8	670 000	670 000
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la société	1	41 769	76 841
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société		1 212 426	1 188 825
Total des capitaux propres		1 212 426	1 188 825
Dettes financières non courantes	5.9.10	1 817 154	1 425 565
Avantages du personnel	5.10.6	31 968	31 672
Passifs d'impôt différé	5.9.6.1	250 364	243 129
Passifs non courants		2 099 485	1 700 366
Dettes financières courantes	5.9.10	28 657	74 149
Provisions courantes	5.9.9	410	830
Dettes fournisseurs	5.9.11	32 733	61 960
Passifs d'impôt exigible		-	-
Autres passifs courants	5.9.12	52 873	36 264
Passifs courants		114 673	173 203
Total des capitaux propres et passifs		3 426 584	3 062 395

3 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Résultats non distribués	Réserves actuarielles	Obligations remboursables en actions(1)	Autres réserves	Réserves consolidées	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 Décembre 2018	489 474	33 736	(1 456)	670 000	9 958	(106 678)	1 166 087
Résultat		76 841					76 841
Total des autres éléments du résultat global			(1 826)				(1 826)
Résultat global total de la période	-	76 841	(1 826)	-	-	-	75 015
Intérêts d'obligations remboursables en action						(35 146)	(35 146)
Dividendes		(17 132)					(17 132)
Total des contributions et distributions des / aux propriétaires de la société	-	(17 132)	-	-	-	(35 146)	(52 278)
Capitaux propres au 31 Décembre 2019	489 474	93 446	(3 282)	670 000	9 958	(141 824)	1 188 825

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Résultats non distribués	Réserves actuarielles	Obligations remboursables en actions(1)	Autres réserves	Réserves consolidées	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 Décembre 2019	489 474	93 446	(3 282)	670 000	9 958	(141 824)	1 188 825
Résultat		41 769					41 769
Résultat global total de la période	-	41 769	-	-	-	-	41 769
Intérêts d'obligations remboursables en action						(18 169)	(18 169)
Total des contributions et distributions des / aux propriétaires de la société	-	-	-	-	-	(18 169)	(18 169)
Capitaux propres au 30 Juin 2020	489 474	135 216	(3 282)	670 000	9 958	(159 993)	1 212 426

(1) Les obligations remboursables en actions émises par le Groupe sont considérées comme des instruments de capitaux propres selon la norme IAS 32. Le montant du nominal ainsi que la charge d'intérêts payés (nets d'impôts) sont donc classés en capitaux propres (cf note capital et réserves). Les intérêts courus sont comptabilisés en autres dettes.

4 Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	30-juin-20	30-juin-19
Résultat net de la période	1	41 769	48 772
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie			
Amortissements et provisions	5.9.2 - 5.9.3	53 657	50 204
Impôt sur le résultat	5.10.5.1	30 532	35 835
Résultat financier	5.10.4	19 691	18 414
Variation du besoin en fonds de roulement		(17 590)	(5 526)
Impôt payé		(10 733)	(16 313)
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles		117 326	131 386
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles			
Cession d'immobilisations	5.9.2 - 5.9.3	(32 550)	(48 805)
Subventions d'investissement reçues		-	0
		-	772
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement		(33 059)	(48 033)
Emissions d'emprunts			
Remboursements d'emprunts	5.9.10	398 338	22 890
Intérêts payés	5.9.10	(71 750)	(66 583)
		(27 056)	(26 946)
Trésorerie nette liée aux activités de financement		299 532	(70 639)
Incidence de la variation des taux de change			
		-	-
Variation de trésorerie		383 799	12 714
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	5.9.7	38 462	33 680
		422 262	46 394

5 Notes annexes aux états financiers consolidés

5.1 Entité présentant les états financiers

TERÉGA SAS est une entreprise domiciliée en France, dont le siège social est sis à Pau, 40 avenue de l'Europe. Les états financiers consolidés de la Société au 30 Juin 2020 sont établis aux bornes de la Société et de ses filiales, l'ensemble désigné comme « le Groupe » et chacune individuellement comme « les entités du Groupe ».

Le groupe TERÉGA, situé à Pau dans les Pyrénées Atlantiques, a pour mission d'offrir et de développer, sur le marché européen un service de transport et de stockage de gaz naturel.

5.2 Historique de la constitution du Groupe TERÉGA et contexte de l'élaboration des comptes consolidés de TERÉGA SAS

Le 30 juillet 2013, l'ensemble des titres de la société TERÉGA SA (ex TIGF SA), détenu jusqu'alors par la société TGEHF, a été cédé à la société TERÉGA SAS (ex TIGF INVESTISSEMENTS), elle-même détenue par la société TERÉGA HOLDING (ex TIGF HOLDING).

5.3 Référentiel comptable

5.3.1 Déclaration de conformité

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union Européenne au 31 décembre 2018, et présentées en détail sur le site internet de la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en).

5.3.2 Normes, interprétations et amendements appliqués

Les normes IFRS ainsi que leurs interprétations et amendements sont présentées dans le tableau ci-après. Elles ont été appliquées par le Groupe dans ses comptes consolidés au 30 Juin 2020 :

NORMES IFRS ADOPTEES UE (et amendements afférents)	IMPACT	RENOI NOTES ANNEXES
IAS 1 - Présentation des états financiers	Oui	Notes 1 - 2
IAS 2 - Stocks	Oui	Note 5.5.4
IAS 7 - Tableau des flux de trésorerie	Oui	Note 4
IAS 8 - Méthodes comptables, estimations, erreurs	Oui	Note 5.5
IAS 10 - Évènements postérieurs à la clôture	NA	
IAS 11 - Contrats de construction	NA	
IAS 12 - Impôt sur le résultat	Oui	Note 5.5.10
IAS 16 - Immobilisations corporelles	Oui	Note 5.5.3
IAS 17 - Contrats de location	NS	Note 5.5.8
IAS 18 - Produits des activités ordinaires	Oui	Note 5.5.7
IAS 19 - Avantages au personnel	Oui	Note 5.10.6
IAS 20 - Subventions publiques	Oui	Note 5.5.3.4
IAS 21 - Variations des cours des monnaies étrangères	NS	Note 5.5.11
IAS 23 - Coûts d'emprunts	Oui	Note 5.9.10
IAS 24 - Informations relatives aux parties liées	Oui	Note 5.11
IAS 26 - Comptabilité des régimes de retraite	NA	
IAS 27 - États financiers individuels	NA	
IAS 28 - Participations dans des entreprises associées	NA	
IAS 29 - Économie hyper inflationniste	NA	
IAS 32 - Instruments financiers	Oui	Note 5.5.1.3
IAS 33 - Résultat par action	NA	Société non cotée
IAS 34 - Information financière intermédiaire	NA	
IAS 36 - Dépréciation d'actifs	Oui	Note 5.5.1
IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels	Oui	Note 5.9.9
IAS 38 - Immobilisations incorporelles	Oui	Note 5.9.2
IAS 39 - Inst. financiers : comptabilisation & évaluation	Oui	Note 5.5.1.3
IAS 40 - Immeubles de placement	NA	
IAS 41 - Agriculture	NA	
IFRS 1 - 1ère adoption des IFRS	NA	
IFRS 2 - Paiements en action	NA	Société non cotée
IFRS 3 - Regroupements d'entreprises	Oui	Note 5.5.1
IFRS 4 - Contrats d'assurance	NS	
IFRS 5 - Actifs non courants & activités abandonnées	NA	
IFRS 6 - Prospection & éval. de ressources minérales	NA	
IFRS 7 - Instruments financiers : informations à fournir	Oui	Note 5.5.1.3
IFRS 8 - Secteurs opérationnels	NA	Société non cotée
IFRS 9 - Instruments financiers	NS	Note 5.5.1.3
IFRS 10 - États financiers consolidés	Oui	Notes 1 - 2
IFRS 11 - Partenariats	NA	
IFRS 12 - Informations / intérêts détenus / autres entités	NA	
IFRS 13 - Évaluation à la juste valeur	Oui	Note 5.9.10
IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	NS	Note 5.10.1
IFRS 16 - Contrats de location	NS	Note 5.5.8

5.3.2.1 Nouvelles normes, amendements et interprétations obligatoires

Normes, amendements et interprétations obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2019

Le groupe a appliqué les normes suivantes applicables au 1er janvier 2019 :

IFRS 16 – « Contrats de location »

IFRS 16 supprime la distinction entre location simple et location financière d'IAS 17, et requiert de comptabiliser presque tous les contrats de location au bilan :

- un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat ;
- en contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers.

L'application d'IFRS 16 n'a pas de conséquences significatives dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2019.

IFRIC 23 – « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

IFRIC 23 clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe, du traitement de l'impôt sur le résultat. L'application d'IFRIC 23 n'aura donc pas de conséquences significatives dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2019.

5.3.2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne

Les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliqués par le Groupe.

5.3.3 Estimations et jugements

La préparation des états financiers consolidés impose à la Direction d'exercer son jugement, d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur l'application des méthodes comptables. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les hypothèses et estimations concernent principalement :

- l'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et passifs repris dans le cadre de regroupements d'entreprises (cf. note 5.5.1.1) ;
- la durée d'utilisation des immobilisations corporelles et incorporelles utilisée pour le calcul des amortissements : ces estimations sont présentées dans les notes 5.5.2.3 des principes comptables ;
- l'évaluation de la valeur recouvrable du goodwill (hypothèses décrites dans la note 5.5.1.1) ;
- l'évaluation des obligations liées à des régimes à prestations définies (hypothèses décrites dans la note 5.10.6) ;
- la valorisation des instruments financiers (cf. note 5.5.1.3) ;
- l'évaluation des impôts différés actifs (cf. note 5.9.6) ;
- l'estimation des litiges concernant les contrôles fiscaux (cf note 5.6).

5.4 Méthodes de consolidation

Les filiales acquises sont consolidées dans les états financiers du Groupe à compter de la date de leur prise de contrôle ou, pour des raisons de commodité si l'impact n'est pas significatif, à compter de la date d'établissement du bilan consolidé le plus récent.

Les comptes consolidés présentés dans ce document couvrent la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020 avec comparatif au 31 décembre 2019 pour les comptes de bilan et au 30 juin 2019 pour les comptes de résultat. Toutes les sociétés du groupe ont une date de clôture au 31 décembre.

5.4.1 Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une entité, si et seulement si, tous les éléments ci-dessous sont réunis :

- il détient le pouvoir sur l'entité ;
- il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité ;
- il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

5.4.2 Participations contrôlées exclusivement : intégration globale

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les comptes des entreprises consolidées après retraitements éventuels
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ne conférant pas le contrôle
- éliminer les opérations en compte entre l'entreprise intégrée globalement et ses filiales consolidées.

5.4.3 Participations contrôlées partiellement : mise en équivalence

La mise en équivalence consiste à intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la part de capitaux propres et de résultat lui revenant.

5.4.4 Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilantiels et les transactions, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

5.5 Méthodes, principes comptables et règles d'évaluation

5.5.1 Méthodes et principes comptables retenus à la constitution du groupe

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées systématiquement par toutes les entités du Groupe.

5.5.1.1 Regroupements d'entreprises et allocation de l'écart d'acquisition

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 relatives aux filiales adoptant les IFRS après leur société mère, TERÉGA SAS a choisi d'évaluer les regroupements d'entreprise sur la base des valeurs retenues par sa société mère : TERÉGA HOLDING.

Ainsi, l'allocation de l'écart d'acquisition au 30 juillet 2013, conformément aux principes exposés dans la note 5.5.3.4 se décompose comme suit (en M€) :

Coût d'acquisition au 30 juillet 2013			1 596
Capitaux propres acquis au 30 juillet 2013			644
Ecart de première consolidation			952

	Brut	Impôt différé	Net
Actifs revalorisés à la juste valeur	835	(288)	548
- Immobilisations corporelles	797	(274)	522
- Immobilisations incorporelles	39	(13)	25
Décomptabilisation des subventions d'investissements	38	(13)	25
Passif revalorisé à la juste valeur - Emprunt obligataire de 500 M€	(63)	22	(41)
Allocation du prix d'acquisition	810	(279)	531

Ecart d'acquisition			421
----------------------------	--	--	------------

En application des principes fixés par IFRS 3, s'agissant d'un regroupement d'entreprise, l'évaluation à la juste valeur de certains actifs corporels et incorporels acquis a généré respectivement une réévaluation de 797 M€ et 39 M€ d'euros (cf paragraphes relatifs aux immobilisations corporelles, aux immobilisations incorporelles et à l'écart d'acquisition).

L'emprunt obligataire de 500 M€ a été revalorisé à sa juste valeur pour un impact de - 63 M€.

Dès lors, un écart d'acquisition résiduel de 421 M€ a été constaté à hauteur de la différence entre le coût d'acquisition de TERÉGA SA et la juste valeur nette des actifs acquis et passifs retraité dans le cadre de l'acquisition.

5.5.1.2 Comptabilisation de la charge d'impôt

TERÉGA SAS appartient au groupe fiscal dont TERÉGA HOLDING est la société mère d'intégration. La convention d'intégration fiscale entre TERÉGA HOLDING, TERÉGA SAS, TERÉGA SOLUTIONS SAS (Ex Newco 1), LOCATEREGA (Ex Newco 2) et TERÉGA SA prévoit que les résultats fiscaux soient définitivement acquis par la société mère. Ainsi, la charge d'impôt retenue dans les comptes de TERÉGA SAS correspond aux résultats fiscaux de TERÉGA SA, TERÉGA SOLUTIONS, LOCATEREGA et TERÉGA SAS comme si elles étaient imposées séparément.

La réintégration des charges financières a, par ailleurs, été maintenue au niveau de TERÉGA HOLDING, l'imposition s'effectuant au niveau groupe.

5.5.2 Méthodes comptables et règles d'évaluation

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées systématiquement par toutes les entités du Groupe.

5.5.2.1 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément aux principes fixés par IFRS 3 par application de la méthode de l'acquisition en date d'acquisition, soit la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe.

Le Groupe évalue l'écart d'acquisition à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus
- le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus
- si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins
- la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

La contrepartie transférée exclut les montants relatifs au règlement des relations préexistantes. Ces montants sont généralement comptabilisés en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. L'écart d'acquisition est ensuite évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

5.5.2.2 Capitaux propres

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires sont comptabilisés en déduction des capitaux propres. Par ailleurs, les obligations remboursables en actions émises par le Groupe sont considérées comme des instruments de capitaux propres selon la norme IAS 32.

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés qualifiés de couverture sont comptabilisées nettes d'impôt en autres éléments du résultat global pour la part efficace de la couverture et en résultat de la période pour la part inefficace. Lorsque les flux de trésorerie couverts se réalisent, les gains ou pertes accumulés en capitaux propres sont reclassés en résultat dans la même rubrique que l'élément couvert.

5.5.2.3 Instruments financiers

Le 24 Juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 « instruments financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Cette norme définit une classification et une évaluation des actifs financiers qui reflètent le modèle économique dans le cadre duquel ils sont gérés ainsi que leurs flux de trésorerie contractuels ; une méthodologie de dépréciation fondée sur les « pertes attendues » ainsi qu'une légère révision de la comptabilité de couverture. La pratique actuelle de comptabilisation au sein du Groupe TERÉGA est conforme aux dispositions d'IFRS 9, l'application de cette norme n'entraîne donc pas de changement significatif dans les comptes consolidés du groupe.

5.5.2.4 Actifs financiers non dérivés

Le Groupe comptabilise initialement les prêts, créances et dépôts à la date à laquelle ils sont générés. Tous les autres actifs financiers sont comptabilisés initialement à la date de transaction qui est la date à laquelle le Groupe devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie générés par l'actif expirent, ou lorsqu'il transfère les droits à recevoir les flux de trésorerie contractuels dans une transaction dans laquelle la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Tout intérêt créé ou conservé par le Groupe dans des actifs financiers transférés est comptabilisé séparément comme actif ou passif.

Les actifs et passifs financiers sont compensés et présentés pour leur solde net dans l'état de situation financière si et seulement si le Groupe a juridiquement le droit de compenser les montants et a l'intention soit de les régler pour un montant net soit de réaliser l'actif et régler le passif simultanément.

5.5.2.5 Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. De tels actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif diminué de toute perte de valeur. Les prêts et créances comprennent les créances clients et autres débiteurs.

5.5.2.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des actifs immédiatement disponibles ou des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

5.5.2.7 Passifs financiers non dérivés

Le Groupe comptabilise initialement les dettes émises à la date à laquelle elles sont générées. Tous les autres passifs financiers sont comptabilisés initialement à la date de transaction qui est la date à laquelle le Groupe devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, annulées ou arrivent à expiration.

Les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur ajustée de tout coût de transaction directement attribuable. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

5.5.2.8 Dépréciation des actifs financiers non dérivés

Un actif financier qui n'est pas comptabilisé à sa juste valeur est examiné à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de perte de valeur. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un ou plusieurs événements se sont produits après la comptabilisation initiale de l'actif, et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif, qui peut être estimé de façon fiable.

5.5.3 Immobilisations incorporelles

5.5.3.1 Autres immobilisations incorporelles (hors écart d'acquisition)

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe et qui ont une durée d'utilité finie, sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Elles comprennent notamment les contrats clients identifiés lors des regroupements d'entreprises et les logiciels.

5.5.3.2 Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant. Les autres dépenses, y compris les dépenses portant sur un goodwill ou des marques générées en interne, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

5.5.3.3 Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée à compter de leur mise en service.

Les durées d'utilité estimées pour la période en cours sont les suivantes :

- Brevets et marques 5 ans
- Logiciels 5 ans
- Frais de développement 5 ans
- Contrats clients 30 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque date de clôture et ajustés si nécessaire.

5.5.3.4 Dépréciation des Actifs non financiers

Les valeurs comptables des actifs non financiers du Groupe, autres que des stocks et des actifs d'impôt différé sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe une quelconque indication qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont testés chaque année. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) auquel il appartient est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

La valeur recouvrable d'un actif ou de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux, avant impôts, qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre des UGT est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écarts d'acquisition affecté à l'UGT (d'un groupe d'UGT), puis à la réduction des valeurs comptables des autres actifs de l'UGT (du groupe d'UGT) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT (du groupe d'UGT).

Dans le cadre des tests de dépréciation, le Groupe TERÉGA est considéré comme une seule Unité Génératrice de Trésorerie, car les deux activités Transport et Stockage bénéficient des synergies et mutualisations mises en place aux plans décisionnel, managérial, opérationnel, commercial et financier – et sont interdépendantes en

termes de flux de trésorerie. Elles répondent par ailleurs aux mêmes contraintes économiques et financières puisque leur niveau d'investissement et de recette est régulé par la CRE (Commission de Régulation de l'Énergie).

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise. Pour les autres actifs, la valeur comptable, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

5.5.4 Immobilisations corporelles

5.5.4.1 Comptabilisation et évaluation

Une immobilisation corporelle est évaluée au coût tel que défini ci-dessous, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes (composants majeurs).

Le profit ou perte sur cession d'immobilisations corporelles (correspondant à la différence entre le produit de cession net et la valeur comptable de l'immobilisation) est comptabilisé dans le compte de résultat.

5.5.4.2 Coûts ultérieurs

Les coûts ultérieurs sont activés uniquement quand il est probable qu'il y aura des avantages économiques associés à cet élément qui iront au Groupe. Les dépenses liées aux réparations et à la maintenance sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

5.5.4.3 Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties, selon le mode linéaire dans le compte de résultat, sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant. Les terrains ne sont pas amortis.

Les immobilisations corporelles sont amorties à partir du moment où elles sont installées et prêtes à être utilisées, ou pour les biens produits en interne, à partir du moment où l'actif est achevé et prêt à être utilisé.

Les durées d'utilité pour les immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Canalisations et branchements 50 ans
- Stations de compression 30 ans
- Constructions 25 ans
- Agencements 10 ans
- Matériel et outillage 10 ans
- Matériel de transport 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 5-10 ans
- Mobilier 10 ans
- Gaz coussin 75 ans

Le gaz coussin correspond à une réserve de gaz permanente qui permet notamment le maintien du niveau de pression nécessaire au stockage et de maintenir les vitesses de soutirage demandées par les clients.

Concernant son amortissement : cf note 5.8 portant sur les « informations relatives à la comparabilité des comptes ».

5.5.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement européennes reçues par les sociétés du Groupe sont enregistrées en diminution de l'actif et sont rapportées au compte de résultat sur une période fonction de la durée de vie des actifs qu'elles ont contribué à financer.

5.5.5 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'entrée en stock des articles comprend les frais réels accessoires d'achat hors transport.

La provision pour dépréciation du stock de matières et fournitures est constituée sur la base d'une analyse détaillée des rotations par article.

5.5.6 Avantages du personnel

Le Groupe accorde à certains salariés des avantages postérieurs à l'emploi (régimes de retraites) ainsi que d'autres avantages à long terme (médailles du travail).

Régime à prestations définies

L'obligation nette du Groupe au titre des régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période actuelle et des périodes antérieures ; ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle. Les coûts des services passés non comptabilisés et la juste valeur des actifs du régime sont ensuite déduits. Le taux d'actualisation est égal au taux d'intérêt, à la date de clôture, des obligations de première catégorie ayant une date d'échéance proche de celle des engagements du Groupe et qui sont libellées dans la monnaie de paiement des prestations.

Les calculs sont effectués tous les ans par un actuaire qualifié en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Le Groupe comptabilise, au titre des régimes à prestations définies, la totalité des écarts actuariels en capitaux propres.

5.5.6.1 Autres avantages à long terme du personnel

L'obligation nette du Groupe au titre des avantages à long terme autres que les régimes de retraite, est égale à la valeur des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Ces avantages sont essentiellement constitués des médailles du travail.

5.5.6.2 Avantages à court terme du personnel

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et comptabilisées lorsque le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant que le Groupe s'attend à payer au titre des plans d'intéressement et des primes réglés en trésorerie à court terme si le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

5.5.7 Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Pour les provisions dont l'horizon est supérieur à 12 mois, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à ce passif. L'effet de la désactualisation est comptabilisé dans les charges financières.

5.5.8 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond principalement aux recettes de capacités de transport et de stockage, mais aussi aux recettes provenant des contrats de raccordement et de transit.

Le Groupe comptabilise les ventes quand :

- Une relation contractuelle est avérée ;
- La prestation de service est achevée ;
- Le prix est fixe ou déterminable.

La comptabilisation des produits tirés des contrats avec les clients est fondée sur les cinq étapes suivantes :

- Identification du contrat avec le client ;
- Identification de l'obligation d'exécution, représentée par la promesse contractuelle de transférer des biens et/ou des services à un client ;
- Détermination du prix de transaction ;
- Affectation du prix de transaction aux obligations d'exécution identifiées sur la base du prix de vente distinct pour chaque bien ou service ;
- L'enregistrement des produits lorsque l'obligation d'exécution correspondante a été remplie, ou au moment du transfert au client du bien ou du service promis. Le transfert sera considéré comme effectué lorsque le client obtient le contrôle des biens ou services, qui peut avoir lieu dans le temps ou à un moment précis.

En ce qui concerne les activités exercées par le Groupe TEREGA, le chiffre d'affaires est généralement comptabilisé lorsque le service est fourni. La plus grande partie du chiffre d'affaires de base concerne les activités réglementées, dont les revenus sont régis par le cadre réglementaire établi par la CRE (Commission de Régulation de l'Énergie).

Par conséquent, les modalités économiques des services fournis sont définies conformément à la réglementation plutôt qu'à des négociations.

En vertu du principe de neutralité défini par la loi applicable, les transactions sur le marché de l'équilibrage ne génèrent pas de coûts ou de revenus, puisqu'elles ne sont que des lots en transit et sont redistribuées annuellement à la communauté gazière.

La différence (positive ou négative) entre le facturé et le prévisionnel est couvert dans le CRCP (Compte de Régularisation des Charges et des Produits).

La pratique actuelle de reconnaissance du revenu est pour l'essentiel conforme aux dispositions d'IFRS 15. L'application d'IFRS 15 n'a donc pas de conséquence significative sur les modalités de reconnaissance du chiffre d'affaires dans les comptes consolidés du Groupe.

5.5.9 Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location simple et ne sont pas comptabilisés au bilan.

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés au compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location. Les avantages reçus du bailleur font partie intégrante du total net des charges locatives et sont comptabilisés en moins des charges sur la durée du contrat de location.

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location » qui remplacera la norme IAS 17 « Contrats de location » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. IFRS 16 remplace la ligne des charges de location unique par une charge d'amortissement des actifs loués et une charge d'intérêt sur les passifs liés à la location. Cette norme aligne le traitement des charges de location pour tous les contrats de location.

- IFRS 16 supprime la distinction entre location simple et location financière d'IAS 17, et requiert de comptabiliser presque tous les contrats de location au bilan : un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat ;
- en contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers.

L'application d'IFRS 16 n'a pas de conséquences significatives dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020.

5.5.10 Produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend principalement les charges d'intérêts liées aux dettes financières calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les autres produits et charges financiers comprennent les revenus des actifs financiers et le résultat de change.

5.5.11 Impôts

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat sauf s'ils se rattachent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Pour l'exercice 2020, le taux d'impôt appliqué par le groupe est de 32,02 %.

L'impôt différé est comptabilisé sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable ;
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des coentreprises dans la mesure où il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible ;
- les différences temporelles imposables générées par la comptabilisation initiale d'un goodwill.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Pour la détermination des montants d'impôt exigible et d'impôt différé, le Groupe prend en compte l'impact des positions incertaines d'impôt et les taxes additionnelles et intérêts qui pourraient être dus.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et s'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes, mais qui ont l'intention de régler les actifs et les passifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net ou de réaliser les actifs et de régler les passifs d'impôt simultanément.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles déductibles et des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est désormais plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Cette norme clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

Le Groupe évalue ses incertitudes fiscales en conformité avec les principes d'IFRIC 23, l'application de cette norme n'aura donc pas de conséquence significative sur les comptes consolidés du groupe.

5.5.12 Monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle du Groupe en appliquant le cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change à cette date.

Les écarts de conversion résultant de ces conversions sont comptabilisés en résultat.

5.6 Faits caractéristiques des périodes présentées

Emission d'un emprunt obligataire

TERÉGA SAS a réalisé le 20 février 2020 une émission obligataire à taux fixe d'une durée de huit ans sur le marché européen cotée sur Euronext Paris, pour un montant nominal de 400 millions d'euros. Les obligations portent intérêt au taux fixe annuel de 0,625 % et viendront à échéance le 27 février 2028.

Enquête de la commission européenne

La Commission européenne, par une notification reçue par les autorités françaises le 2 mars 2020, a ouvert une enquête d'aide d'Etat sur le mécanisme de régulation des activités de stockage de gaz naturel en France. A ce stade, TERÉGA n'a pas de visibilité sur la durée ou les impacts potentiels de cette enquête sur le modèle économique de l'activité de stockage en France.

COVID-19

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. L'entité s'attend à un impact limité du Covid-19 sur ses états financiers en 2020. La direction de l'entité n'a pas connaissance d'éléments qui remettraient en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation et qui auraient un impact significatif sur les comptes au 30 juin 2020.

Acquisition des titres Dualmetha

En mai 2020, le groupe TERÉGA a acquis une participation de 19,96% dans la société Dualmetha par l'intermédiaire de TERÉGA Solutions SAS.

5.7 Informations relatives au périmètre

Le périmètre de consolidation se présente comme suit :

Sociétés	Méthode de consolidation	30/06/2020		31/12/2019	
		% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
TERÉGA SA	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
TEREGA SOLUTIONS SAS	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
DUALMETHA SAS	Mise en équivalence	19,96%	19,96%	0,00%	0,00%
LOCATEREGA	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
TERÉGA SAS	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

En 2020, les sociétés TERÉGA Newco 1 et TERÉGA Newco 2 ont été respectivement renommée TERÉGA Solutions SAS et Locateréga.

En mai 2020, le groupe TERÉGA a acquis une participation de 19,96% dans la société Dualmetha par l'intermédiaire de TERÉGA Solutions SAS.

5.8 Informations relatives à la comparabilité des comptes

5.8.1 Changement de présentation

Il n'existe pas de changement de présentation des comptes entre le 30 juin 2020 et le 31 décembre 2019 ni au 30 juin 2019.

5.8.2 Changement de méthode comptable

Il n'y a pas de changement de méthode comptable au 30 juin 2020.

5.8.3 Changement d'estimation comptable

Il n'y a pas de changement d'estimation comptable au 30 juin 2020.

5.9 Notes sur l'état de la situation financière consolidée

5.9.1 Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la Société. Sauf indication contraire, toutes les données financières présentées en euros sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

5.9.2 Immobilisations incorporelles et écart d'acquisition

5.9.2.1 Variations de l'exercice

Valeurs brutes (En milliers d'euros)	31/12/2018	Acq.	Cessions/M ises au rebut	31/12/2019	Acq.	Cessions/M ises au rebut	30/06/2020
Ecart d'acquisition	420 761	-	-	420 761	-	-	420 761
Frais de développement	536	2 979	-	3 515	-	-	3 515
Logiciels	98 365	22 075	(10 385)	110 055	-	-	110 055
Clientèle	38 711	-	-	38 711	-	-	38 711
Immobilisations incorporelles en cours	6 609	1 696	-	8 305	7 553	-	15 858
Valeurs brutes	564 982	26 749	(10 385)	581 347	7 553	-	588 900

Amortissements et dépréciations (En milliers d'euros)	31/12/2018	Dotations	Cessions/M ises au rebut	31/12/2019	Dotations	Cessions/M ises au rebut	30/06/2020
Dépréciation de l'écart d'acquisition	(5)	-	-	(5)	-	-	(5)
Amt/Dép. frais développ.	(6)	(133)	-	(138)	(353)	-	(491)
Amt/Dép. logiciels	(53 797)	(15 019)	10 385	(58 431)	(9 406)	-	(67 836)
Amt/Dép. clientèle	(6 996)	(1 290)	-	(8 287)	(642)	-	(8 928)
Amortissements et dépréciations	(60 804)	(16 442)	10 385	(66 861)	(10 401)	-	(77 261)
Valeur nette comptable	504 179		-	514 486		-	511 639

Ecart d'acquisition :

Lors de la dernière clôture annuelle du 31 décembre 2019, les tests de dépréciation réalisés n'ont pas donné lieu à des ajustements.

Les principaux travaux ont consisté à :

- Déterminer la base d'actif à tester à partir des comptes consolidés au 31 décembre N
- Analyser la cohérence entre les flux de trésorerie retenus pour les tests d'impairment et les actifs testés
- Analyser les écarts entre les trajectoires du Plan Stratégique N et N-1 retenus pour les tests de dépréciation d'actifs et la cohérence des hypothèses retenues dans le Plan Stratégique ;
- Estimer le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») applicable aux flux de trésorerie des activités de transmission et de stockage ;
- Estimer la valeur d'entreprise de l'UGT ;
- Réaliser des analyses de sensibilité de la valeur aux principales hypothèses opérationnelles et financières.

Le test de dépréciation est basé sur les paramètres publiés par la CRE dans ses consultations publiques se référant à l'ATS2 et l'ATR7.

La sensibilité du test d'impairment a été testée sur une variation du WACC ainsi que sur une variation de l'indexation de la valeur de la BAR (Base d'Actif Régulée). L'analyse n'a pas identifié de risque significatif sur l'évaluation de la valeur d'entreprise.

Etant donné le contexte économique et sanitaire du premier semestre 2020 lié au Covid-19, un test d'impairment a été réalisé au 30 juin 2020 et n'a pas révélé de risque significatif sur l'évaluation de la valeur d'entreprise.

Logiciels

Pas de variation significative des logiciels sur le premier semestre 2020.

5.9.3 Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles au cours de l'exercice s'analyse de la façon suivante :

Valeurs brutes (En milliers d'euros)	31/12/2018	Acq.	Cessions/Mi ses au rebut	31/12/2019	Acq.	Cessions/Mi ses au rebut	30/06/2020
Terrains	10 426	606	-	11 031	33	-	11 064
Agencements sur terrains	10 724	331	-	11 057	-	-	11 057
Constructions	88 607	6 295	-	94 902	-	-	94 902
Installations tech, matériel & outillage	2 816 668	134 465	(534)	2 950 598	402	-	2 951 000
Autres immobilisations corporelles	1 536	301	(83)	1 755	56	-	1 811
Matériel de bureau	1 019	637	(23)	1 633	10	-	1 643
Matériel de transport	5	-	-	5	-	-	5
Matériel informatique	5 548	843	(444)	5 947	365	-	6 312
Immobilisations corporelles en cours	60 762	(27 830)	0	32 932	24 131	-	57 063
Avances et acomptes s/imm. corp.	89	-	(5)	85	-	-	85
Valeurs brutes	2 995 385	115 647	(1 088)	3 109 944	24 997	-	3 134 941

Amortissements et dépréciations (En milliers d'euros)	31/12/2018	Dotations	Cessions/Mi ses au rebut	31/12/2019	Dotations	Cessions/Mi ses au rebut	30/06/2020
Amt/Dép. Agencements sur terrains	(5 235)	(954)	-	(6 190)	(483)	-	(6 672)
Amt/Dép. constructions	(19 544)	(4 590)	-	(24 134)	(2 430)	-	(26 563)
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	(581 152)	(79 269)	534	(659 886)	(39 739)	-	(699 626)
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	(821)	(102)	83	(841)	(60)	-	(901)
Amt/Dép. Matériel de bureau	(292)	(147)	23	(416)	(82)	-	(498)
Amt/Dép. Matériel transport	(1)	(0)	-	(2)	(0)	-	(2)
Amt/Dép. Matériel informatique	(2 349)	(1 172)	444	(3 076)	(587)	-	(3 663)
Amortissements et dépréciations	(609 395)	(86 234)	1 084	(694 545)	(43 381)	-	(737 926)
Valeur nette comptable	2 385 990		(5)	2 415 399		-	2 397 015

Les acquisitions du premier semestre 2020 concernent principalement la modernisation et le maintien du réseau.

5.9.4 Stocks

Valeurs brutes (En milliers d'euros)	30/06/2020			31/12/2019		
	Valeurs brutes	Dépré.	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépré.	Valeurs nettes
Stocks MP, fournitures et aut. appro.	29 047	(2 291)	26 756	27 447	(2 224)	25 223
Valeurs brutes	29 047	(2 291)	26 756	27 447	(2 224)	25 223

Les stocks sont composés de stocks de gaz, principalement pour l'autoconsommation, et de stocks de pièces de matériel technique.

La provision pour dépréciation du stock de matières et fournitures est constituée sur la base d'une analyse détaillée des rotations par article.

5.9.5 Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2020	31/12/2019
Clients et comptes rattachés	5 189	28 384
Factures à établir	38 253	31 716
Dép. clients et comptes rattachés	(0)	(0)
Créances clients	43 441	60 099

Les factures à établir rattachées aux postes de créances concernent principalement des recettes de capacité de stockage et de transport de gaz allouées au mois de juin 2020 et facturées en juillet 2020.

5.9.6 Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

5.9.6.1 Variations de l'exercice

La variation des impôts différés au cours de l'exercice s'analyse de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2019	Résultat de la période	Capitaux propres	30/06/2020
Actifs d'impôt différé	23	-	-	23
Passifs d'impôt différé	(243 129)	(15 792)	8 558	(250 364)
Impôt différé net	(243 106)	(15 792)	8 558	(250 341)

Les impôts différés constatés dans les « autres éléments du résultat global » sont relatifs aux écarts actuariels sur engagement de retraites.

Les impôts différés en capitaux propres correspondent aux intérêts relatifs à l'emprunt remboursable en actions pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020.

Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé doit refléter les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entité s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

5.9.6.2 Natures d'impôts différés de la période

	31/12/2019	Résultat de la période	Autres reserves	30/06/2020
- Impôt différé sur différence entre le résultat comptable et le résultat fiscal	1 598	(584)	-	1 014
- Impôt différé sur écart de réévaluation sur immobilisations corporelles et incorporelles (allocation du prix d'acquisition)	(188 164)	(1 760)	-	(189 924)
- Impôt différé sur frais d'acquisition de titres	39 942	-	-	39 942
- Impôt différé sur annulation des provisions réglementées	(112 044)	(4 124)	-	(116 168)
- Impôt différé sur engagement sociaux	7 645	81	-	7 726
- Impôt différé sur norme IFRIC 21	(188)	897	-	709
- Impôt différé sur retraitement de la dette financière (juste valeur et TIE)	8 106	(10 302)	8 558	6 362
Impôt différé net	(243 106)	(15 792)	8 558	(250 340)
- dont Actifs d'impôt différé	23	-	-	23
- dont Passifs d'impôt différé	(243 129)	(15 792)	8 558	(250 364)
Impôt différé net	(243 106)	(15 792)	8 558	(250 340)

5.9.6.3 Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Conformément à la description faite dans la note 5.5.1, les déficits fiscaux des entités du groupe ne sont pas imputés sur les bénéficiaires des autres entités. Chaque société juridique est considérée comme une entité fiscale indépendante, le périmètre d'intégration fiscal étant placé au-dessus de TERÉGA SAS.

5.9.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	30/06/2020	31/12/2019
VMP - Equivalents de trésorerie	-	-
Disponibilités	422 262	38 462
Total trésorerie nette	422 262	38 462

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des actifs immédiatement disponibles ou des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

5.9.8 Capital et réserves

Au 30 juin 2020, ainsi qu'au 31 décembre 2019, le capital social s'élève à 489 474 K€ composé de 48 947 355 actions d'un nominal de 10 euros.

Le Groupe a mis en place des financements externes ainsi qu'un emprunt obligataire remboursable en actions (ORA) d'une valeur nominale de 790 000 K€ de maturité 30 ans à l'origine. Les obligations remboursables en actions émises par le Groupe sont considérées comme des instruments de capitaux propres selon la norme IAS 39. La charge d'intérêts sur les ORA (nets d'impôts) est classée en capitaux propres.

Le 26 février 2015 l'emprunt ORA a fait l'objet d'un remboursement de 120 000 K€ réparti au pourcentage de détention du capital des quatre actionnaires, ramenant sa valeur nominale à 670 000 K€.

La valeur nominale reste inchangée au 30 juin 2020.

5.9.9 Provisions

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	Dotations	Reprises utilisées	30/06/2020
Provisions pour litiges - courant	509	-	(420)	89
Autres provisions pour charges - courant	321	-	-	321
Provisions courantes	830	-	(420)	410
Total provisions	830	-	(420)	410

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

5.9.10 Dettes financières

5.9.10.1 Variations de la période

La variation des dettes financières au cours de l'exercice s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	Augmentation	Diminution	Autres	30/06/2020
Emprunts obligataires - non courant	1 419 013	394 876	-	-	1 813 889
Emission titres part. et avances de l'état - non courant	-	26 874	(26 874)	-	0
Autres emprunts et dettes assimilées - non courant	6 552	858	(4 146)	-	3 265
Intérêts courus sur emprunts - non courant	-	-	(3 475)	3 475	-
Total non-courant	1 425 565	422 608	(34 495)	3 475	1 817 154
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	65 000	-	(65 000)	-	-
Intérêts courus sur emprunts - courant	9 149	22 983	-	(3 475)	28 657
Total courant	74 149	22 983	(65 000)	(3 475)	28 657
Total dettes financières	1 499 714	445 591	(99 495)	-	1 845 811

En milliers d'euros	30/06/2020					
	Total	N+1	N+2	N+3	N+4	>=N+5
Emprunts obligataires	1 813 889	-	524 390	-	-	1 289 500
Autres emprunts et dettes assimilées	3 265	-	3 265	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	28 657	28 657	-	-	-	-
Total dettes financières	1 845 811	28 657	527 654	-	-	1 289 500

La structure financière est composée :

- D'emprunts obligataires pour 1 813 889 K€, dont principalement :
 - Emprunt obligataire public pour 500 000 K€, à échéance 2021, taux 4,339%
 - Emprunt obligataire public pour 550 000 K€, à échéance 2025, taux 2,200%
 - Emprunt obligataire privé pour 350 000 K€, à échéance 2035, taux 2,998%
 - Emprunt obligataire privé pour 400 000 K€, à échéance 2028, taux 0,625%
- D'emprunt réserve RCF d'une capacité de tirage de 250 000 K€. La RCF a fait l'objet d'un remboursement de 65 000 K€ sur le premier semestre 2020. Aucun tirage n'a été effectué sur cette période.
- D'intérêts courus sur emprunts pour 28 657 K€
- D'autres emprunts et dettes assimilés non courant pour 3 265 K€ (principalement les garanties clients équivalent à des dépôts et cautionnements reçus)

Le groupe respecte ses engagements contractuels de ratios bancaires.

5.9.10.2 Endettement financier net

Endettement financier net En milliers d'euros	31/12/2018	Variation de la période	31/12/2019	Variation de la période	30/06/2020
Trésorerie brute	33 680	4 783	38 462	383 799	422 262
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	-	-	-	-	-
Trésorerie nette	33 680	4 783	38 462	383 799	422 262
Endettement financier brut	1 505 097	(5 382)	1 499 714	346 096	1 845 811
Endettement financier net	1 471 417	(10 165)	1 461 252	(37 703)	1 423 549

5.9.10.3 Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers

Le Groupe est exposé aux risques suivants liés à l'utilisation d'instruments financiers :

- Risque de crédit ;
- Risque de liquidité ;
- Risque de marché.

La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe est confronté, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions de marché et des activités du Groupe. Le Groupe, par ses règles et procédures de formation et de gestion, vise à développer un environnement de contrôle rigoureux et constructif dans lequel tous les membres du personnel ont une bonne compréhension de leurs rôles et de leurs obligations.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie est géré au niveau du Groupe. Il représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie viendrait à manquer à ses obligations de paiement contractuelles.

Le risque de crédit et de contrepartie concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les instruments financiers dérivés et les dépôts auprès des banques et institutions financières, ainsi que les expositions de crédit aux clients, y compris les créances impayées.

L'exposition maximale au risque de crédit et de contrepartie à la date de clôture est la suivante :

En milliers d'euros	30/06/2020					
	Total	N+1	N+2	N+3	N+4	>=N+5
Créances clients	43 441	43 442	-	-	-	-
Créances d'impôt exigible courantes	1 284	1 284	-	-	-	-
Créances sociales	7 751	7 751	-	-	-	-
Créances fiscales	10 356	10 356	-	-	-	-
Autres créances	688	688	-	-	-	-
Total créances	63 521	63 521	-	-	-	-

Compte tenu de la typologie des clients, qui sont des acteurs européens gaziers significatifs et du nombre relativement peu élevé de clients expéditeurs, le Groupe considère qu'il n'est exposé qu'à un risque de crédit marginal.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à remplir ses obligations relatives aux passifs financiers qui seront réglés par remise de trésorerie ou d'autres actifs financiers. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Les flux de trésorerie contractuels sont essentiellement constitués des frais financiers relatifs aux paiements des intérêts et remboursements du capital.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité/risque. La performance financière du Groupe n'est pas matériellement influencée par les fluctuations des taux de change puisqu'une partie significative de l'activité se déroule au sein de la zone euro et les coûts et les revenus sont généralement libellés dans la même devise.

Le Groupe était exposé aux variations des taux d'intérêt du marché par des emprunts bancaires à taux variable. Suite au refinancement réalisé le 5 août 2015, le Groupe ne possède plus d'emprunt bancaire à taux variable.

5.9.10.4 Informations relatives à la juste valeur des actifs et passifs financiers

➤ Trésorerie, prêts et créances

Le groupe estime que la valeur comptable de la trésorerie, des créances clients, des autres créances, des dettes fournisseurs, des autres dettes et des divers dépôts et cautionnements reflète la valeur de marché compte tenu du fort degré de liquidité de ces postes et leur échéance à moins d'un an.

➤ Actifs à la juste valeur

Les VMP sont comptabilisées à leur prix d'acquisition qui reflète leur juste valeur (les montants sont non significatifs).

➤ Instruments dérivés et de couverture

Le groupe ne détient ni instrument dérivé de trading ni d'instrument dérivé de juste valeur.

Le groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture de flux de trésorerie.

➤ Passifs financiers au coût amorti

Concernant les dettes fournisseurs, le Groupe considère que la valeur comptable reflète la valeur de marché en raison de leur fort de degré de liquidité.

La valeur de marché des dettes financières à long terme et à court terme est déterminée en utilisant la valeur des flux de trésorerie décaissés futurs estimés, actualisés en utilisant les taux observés par le Groupe en fin de période pour les instruments possédant des conditions et des échéances similaires.

➤ Bilan des instruments financiers

Les valeurs de marché des actifs et des passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière ont été classées selon la hiérarchie ci-dessous telle que définie par la norme IFRS 7 :

- Niveau 1 : la juste valeur est basée sur des prix cotés (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : la juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (sous forme de prix) soit indirectement (déterminées à partir de prix).
- Niveau 3 : la juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs ») qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (« inputs » non observables).

5.9.11 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Dettes fournisseurs	6 342	6 624
Factures non parvenues	26 392	55 336
Dettes fournisseurs	32 733	61 960

Le montant des factures non parvenues à fin juin 2020 correspond au cycle normal de réception des travaux dans le cadre des opérations conduites par le Groupe.

Le haut niveau des factures non parvenues au 31 décembre 2019 est lié au niveau des activités d'investissements qui a été particulièrement élevé à cette période avec des réceptions de travaux significatives.

5.9.12 Autres passifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Dettes sociales - courant	27 495	22 381
Dettes fiscales (hors IS et CVAE)- courant	23 168	11 472
Autres dettes - courant	2 209	2 410
Prod. constatés d'avance & aut. cptes de régul.	-	-
Autres passifs courants	52 873	36 264

Les dettes sociales sont en hausse au 30 juin 2020 du fait :

- Du provisionnement de l'intéressement/participation pour le premier semestre 2020 (la provision 2019 est toujours dans les dettes au 30 juin 2020) à hauteur de 1 623 K€
- Des comptes de TVA pour 4 680 K€ et des provisions pour taxes diverses (CET, TF, C3S) pour 7 884 K€

5.9.13 Autres actifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Fournisseurs - Avances et acomptes versés	1	-
Fournisseurs débiteurs (RRR et autres avoirs)	1 213	875
Créances sur personnel & org. sociaux	7 751	168
Créances fiscales - hors IS - courant	10 356	1 765
Autres créances - courant	23	45
Charges constatées d'avance	666	61
Valeurs brutes	20 009	2 914

Les créances sur le personnel et les organismes sociaux sont compensées par des dettes au passif à hauteur de 7 183 K€.

Les créances fiscales sont en hausse au 30 juin 2020 du fait du versement des acomptes sur CFE et CVAE pour un montant total de 5 433 K€ et des comptes débiteurs de TVA pour 3 186 K€.

5.10 Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé

5.10.1 Produits

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	30/06/2019
Production vendue de services	228 873	237 780
Ventes de marchandises	2 877	12 179
Chiffre d'affaires	231 751	249 959

La production vendue de services correspond principalement aux recettes de capacités de transport et de stockage, auxquelles s'ajoutent les recettes provenant des contrats de raccordement et de transit.

La répartition sectorielle du chiffre d'affaires est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	%	30/06/2019	%
Transport	155 031	67%	171 899	69%
Stockage	76 719	33%	78 059	31%
Chiffre d'affaires	231 751		249 959	

Le chiffre d'affaires se fait intégralement en France.

5.10.2 Autres produits

Les éléments les plus significatifs sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	30/06/2019
Autres produits	138	614
Transferts de charges d'exploitation	5	79
Autres produits	144	693

Les autres produits proviennent essentiellement de refacturations de convention de travaux lors des déviations de canalisations.

5.10.3 Achats et charges

5.10.3.1 Achats de matières, fournitures et marchandises

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	30/06/2019
Achat m.p., fournit. & aut. appro.	(7 863)	(12 775)
Var. stocks mp, fournit. & autres appro.	1 601	2 580
Autres achats	-	1
Achats non stockés de matières et fournitures	(13 426)	(22 052)
Achats consommés	(19 688)	(32 245)

5.10.3.2 Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	30/06/2019
Rémunérations du personnel	(17 511)	(17 466)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(9 169)	(8 748)
Autres charges de personnel (dont intéressement)	(3 696)	(3 237)
Participation des salariés	(2 000)	(2 000)
Dot./Prov. engagements de retraite	(353)	(569)
Rep./Prov. engagements de retraite	57	424
<i>Reprise / (Dotation) nettes sur engagements de retraite</i>	<i>(296)</i>	<i>(145)</i>
Charges de personnel	(32 672)	(31 595)

5.10.3.3 Charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	30/06/2019
Sous-traitance générale	(5 442)	(7 808)
Locations et charges locatives	(1 014)	(834)
Entretiens et réparations	(5 104)	(5 487)
Primes d'assurance	(375)	(400)
Divers	(334)	(731)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(529)	(279)
Publicités	(630)	(608)
Transports	(94)	(56)
Déplacements, missions	(843)	(1 584)
Frais postaux	(1 287)	(1 722)
Services bancaires	(1 767)	(75)
Autres charges externes	(1 131)	(702)
Charges externes	(18 550)	(20 286)

5.10.4 Produits financiers et charges financières

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	30/06/2019
Intérêts emprunts bancaires	(10 952)	(10 884)
Intérêts emprunt obligataire	(26 080)	(26 111)
Coût de l'endettement financier net	(19 691)	(18 414)
Dividendes	-	-
Revenus actifs financ. hors équiv. de trésorerie	-	0
Pertes de change	-	(0)
Autres charges financières	-	-
Autres produits et charges financiers	-	(0)
Résultat financier	(19 691)	(18 414)

Les intérêts des emprunts sont relatifs aux financements externes mentionnés dans le paragraphe « dettes financières ».

5.10.5 Impôts

5.10.5.1 Impôts comptabilisés dans le résultat

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	30/06/2019
Impôt exigible (IS au taux normal / contribution additionnelle et exceptionnelle)	(14 740)	(19 993)
Impôts différés	(15 792)	(15 842)
Impôt sur le résultat	(30 532)	(35 835)

Conformément à la description faite dans la note 5.9.6, les actifs d'impôt relatifs aux déficits apportés à l'intégration fiscale « TERÉGA HOLDING » ne sont pas comptabilisés dans les présents comptes consolidés.

En prenant en compte cet actif, la charge d'impôt serait la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	30/06/2019
Impôt exigible (IS au taux normal / contribution additionnelle et exceptionnelle)	(14 740)	(19 993)
Impôts différés	(15 792)	(15 842)
Impôt sur le résultat	(30 532)	(35 835)

5.10.5.2 Rapprochement entre l'impôt effectif et l'impôt théorique

En milliers d'euros	30/06/2020	30/06/2019
Taux d'imposition	32,02%	34,43%
Résultat de la période attribuable aux : - propriétaires de la société	41 769	48 772
Résultat consolidé après impôt des sociétés intégrées	41 769	48 772
Impôt exigible	(14 740)	(19 993)
Impôt différé	(15 792)	(15 842)
Impôt sur le résultat	(30 532)	(35 835)
Résultat consolidé avant impôt des sociétés intégrées	72 302	84 607
Impôt théorique (au taux d'imposition de la société consolidante)	(23 151)	(29 130)
Différences de taux d'imposition	1 406	2 152
Différences permanentes entre résultat comptable et résultat fiscal	(14)	(7)
Déficits fiscaux non activés	(6 845)	(7 080)
Intérêts non déductibles	(1 995)	(2 043)
Redressement fiscaux et régul IS	25	253
Crédits d'impôt	41	20
Impôt effectif	(30 532)	(35 835)

5.10.6 Avantages du personnel

Les avantages du personnel n'ont pas été recalculés au 30 juin 2020.
Les informations ci-dessous concernent le 31 décembre 2019.

5.10.6.1 Variation de l'obligation nette

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Obligation nette à l'ouverture	29 116	25 257
Coûts des services rendus à la période	1 719	6 602
Charges d'intérêts	442	276
Pertes et gains actuariels CET et MDT	41	(68)
Pertes et gains actuariels	2 462	(973)
Prestations versée par l'employeur	(2 108)	(1 978)
Avantages du personnel	31 672	29 116

Les avantages du personnel sont principalement composés des éléments suivants :

- MIP (Mutuelle de l'Industrie du Pétrole) : régime de complémentaire santé,
- Droit de cessation anticipé d'activité (CAA) : régime de retraite dont le but est de fournir une allocation de retraite au salarié ayant une ancienneté suffisante en service posté,
- Indemnités de fin de carrière : versement en capital dû au salarié par l'entreprise lors du départ à la retraite,
- Médailles du travail : capital versé au salarié lorsque celui-ci atteint une certaine ancienneté groupe,
- PEC (Plan épargne choisie) : jours que les anciens détachés ont acquis et dont ils disposent pour partir plus tôt en retraite,
- Malakoff : régime de prévoyance,
- CET (Compte Epargne Temps) : le but est de permettre aux salariés qui le désirent d'accumuler des droits de congés rémunérés.

5.10.6.2 Charge nette comptabilisée en résultat

En milliers d'euros	Ex. 2019	Ex. 2018
Coûts des services rendus de la période	(1 719)	(8 372)
Charges d'intérêts	(442)	(552)
Ecart actuariels CET	(41)	136
Coûts des services rendus à la période et charges d'intérêts	(2 202)	(8 788)
Utilisation de l'année	2 108	3 956
Charge comptabilisée en résultat	(94)	(4 832)

5.10.6.3 Hypothèses actuarielles

L'évaluation actuarielle des engagements sociaux en norme IAS 19 a été faite par un actuair indépendant.

	31/12/2019	31/12/2018
Taux d'actualisation à la date de clôture		
Gratifications	0,75%	1,50%
Autres régimes		
Taux de rendement attendu sur les actifs du régime	1,50%	1,50%
Taux d'augmentation moyen des salaires	3,00%	3,00%
Taux de charges patronales		
Gratifications	40,00%	40,00%
Autres régimes	52,00%	55,00%
Taux de turnover	Tables Cadre/Non Cadre de taux décroissants par âge et nuls au-delà de 55 ans	Tables Cadre/Non Cadre de taux décroissants par âge et nuls au-delà de 55 ans
Age de départ en retraite	Cadre : 62 à 66 ans Non Cadre : 60 à 63 ans	Cadre : 62 à 66 ans Non Cadre : 60 à 63 ans
Table de survie	Phase d'activité : TH/TF 00-02 Phase de retraite : TGH/TGF 05	Phase d'activité : TH/TF 00-02 Phase de retraite : TGH/TGF 05

5.11 Parties liées

Les parties liées sont principalement l'associé unique, TERÉGA Holding SAS et la Direction du Groupe.

La rémunération des dirigeants n'est pas présentée dans les annexes aux comptes consolidés car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5.12 Engagements hors bilan

5.12.1 Engagements donnés

Il n'existe pas d'engagements donnés par le Groupe au 30 juin 2020.

5.12.2 Engagements reçus

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Nature</i>	Valorisation au 30/06/2020	Valorisation au 30/06/2019
Cautions bancaires clients	Teréga SA	73 964	64 437
Cautions bancaires fournisseurs	Teréga SA	10 271	26 799
Total engagements		84 235	91 237